

**Conseil de sécurité**

Distr. générale  
23 janvier 2006

Original : français

---

**Lettre datée du 20 janvier 2006, adressée au Président  
du Conseil de sécurité par le Représentant permanent  
de la Côte d'Ivoire auprès de l'Organisation des Nations Unies**

D'ordre de mon gouvernement, j'ai l'honneur de venir par la présente, attirer votre aimable attention sur quelques incompréhensions majeures sur la mise en œuvre de la résolution 1633 (2005) du Conseil de sécurité, malentendus qui risquent, si l'on n'y prend garde, de compromettre dangereusement le processus de paix.

Comme vous le savez, la résolution susmentionnée détermine clairement la fonction assignée au Groupe de travail international, à savoir une fonction de suivi de la mise en œuvre du processus de paix.

Or, dès sa première réunion, tenue le 8 novembre 2005, à Abidjan, cet organe s'est délibérément écarté de sa mission, en réinterprétant les termes de la résolution, en particulier en indiquant que le Premier Ministre doit avoir des « pouvoirs exécutifs propres », ce qui est non seulement contraire aux termes de la résolution susmentionnée, mais installerait, de fait, une dyarchie malsaine et paralysante à la tête de l'État ivoirien.

À ce propos, la résolution 1633 (2005) est parfaitement claire en soulignant que « le Premier Ministre doit disposer de tous les pouvoirs nécessaires, conformément à l'Accord de Linas-Marcoussis... ». Il s'agit évidemment des pouvoirs nécessaires à l'accomplissement d'une mission bien spécifique – le désarmement, la réunification du pays, l'établissement des listes électorales et l'organisation d'élections justes et transparentes.

Au terme de sa troisième réunion, tenue le 15 janvier 2006, le Groupe de travail international a persisté dans sa ligne de conduite en publiant un communiqué dans le même ton que le premier, qui dit en substance, en ce qui concerne la situation de l'Assemblée nationale :

« Le Groupe de travail international a tiré la conclusion que le mandat de l'Assemblée nationale, qui a expiré le 16 décembre 2005, n'a pas à être prolongé. Néanmoins, pendant la période de transition, le Groupe de travail international recommande que le Premier Ministre, en consultation avec le chef de l'État, et se fondant sur l'expérience des anciens députés, puisse, à sa convenance, leur confier des missions spécifiques en vue de la promotion de la paix et de la réconciliation nationale. »



Ce communiqué a provoqué les manifestations que l'on sait à Abidjan et dans certaines villes de l'intérieur du pays, car en prenant une telle position, le Groupe de travail international outrepassait, comme le 8 novembre 2005, sa mission, relativement au fonctionnement de nos institutions du pays. La résolution 1633 (2005) dit en effet :

« Le Conseil [...] invite le Groupe de travail international, notant que le mandat de l'Assemblée nationale prend fin le 16 décembre 2005, à consulter toutes les parties ivoiriennes. [...] en vue de faire en sorte que les institutions ivoiriennes fonctionnent normalement jusqu'à la tenue des élections en Côte d'Ivoire... »

Assurément, ce n'est pas contribuer au fonctionnement normal des institutions que de s'opposer au prolongement du mandat de l'Assemblée nationale, une des institutions clefs du pays et de toute démocratie!

Il convient de rappeler qu'au cours des consultations des parties ivoiriennes préparatoires à la réunion du 15 janvier 2006, le Groupe de travail international avait été amplement informé de l'avis des différents groupes parlementaires sur la question et, surtout, de celui du Conseil constitutionnel daté du 15 décembre 2005, tous en faveur de la prorogation du mandat de l'Assemblée nationale. Relevons, par ailleurs, que la décision du Groupe de travail international du 15 janvier 2006 tend, en outre, à disqualifier le Conseil constitutionnel, une autre institution nationale qui contribue à l'équilibre des pouvoirs en démocratie.

Grâce aux négociations menées le 18 janvier 2006, au nom de la communauté internationale par Olusegun Obasanjo, Président en exercice de l'Union africaine, le rôle du Groupe de travail international a été reprecisé, comme l'indique ce passage du communiqué sanctionnant lesdites négociations :

- « 1. Le Groupe de travail international n'a pas de pouvoir pour dissoudre l'Assemblée nationale;
2. Le Groupe de travail international n'a pas dissous l'Assemblée nationale à l'issue de sa réunion du 15 janvier 2006;
3. Invite le Président de la République et le Premier Ministre à continuer leurs consultations en vue de parvenir à une solution politique dans les jours à venir; »

À la suite de ce communiqué, les responsables des partis politiques et mouvements de la société civile qui avaient initié lesdites manifestations, ont appelé au calme, de sorte que tout est rentré dans l'ordre dès la soirée du 19 janvier 2006.

Au regard de ce qui précède, il est surprenant que le Conseil de sécurité, dans la déclaration présidentielle du 19 janvier 2006 (S/PRST/2006/2), après la médiation Obasanjo et le retour du calme, « endosse le communiqué final du Groupe de travail international du 15 janvier 2006 », c'est-à-dire le communiqué à l'origine des troubles. Une réserve du Conseil de sécurité, sur le point de ce communiqué ayant fait l'objet de la salubre mise au point dont le communiqué final des négociations rappelé ci-dessus fait son exclusif sujet, aurait convaincu les Ivoiriens de la permanente cohérence des positions adoptées par l'Union africaine et l'ONU ainsi que de la constante disposition de la communauté internationale à les accompagner sur le chemin de la restauration de la paix en Côte d'Ivoire.

En tout état de cause, mon gouvernement s'en tiendra, relativement à cette question, aux conclusions des négociations menées par le Président de l'Union africaine.

Nous espérons que le Groupe de travail international s'en tiendra à l'avenir strictement aux termes de la résolution 1633 (2005), qui lui assignent un mandat bien spécifique. C'est de cette façon que nous pourrons, par le dialogue des parties ivoiriennes, avec l'aide bienvenue de la communauté internationale, parvenir à l'instauration d'une paix durable dans le pays.

Je vous serais reconnaissant des dispositions qu'il vous plaira de prendre pour faire publier cette lettre comme document du Conseil de sécurité.

L'Ambassadeur  
(Signé) Philippe **Djagoné-Bi**

---